



**UNION DEPARTEMENTALE
FO EURE-ET-LOIR**

Chers camarades,

L'Union Départementale salue l'engagement et le dévouement des salariés, agents du privé et des services publics, qui se trouvent aujourd'hui en première ligne à commencer bien évidemment par les personnels de santé, les salariés qui assurent la distribution alimentaire la continuité d'approvisionnement, les secours, la sécurité...

Aujourd'hui plusieurs entreprises envisagent de redémarrer leurs activités, déjà des CSE (Comité Social Economique) sont programmés pour discuter des conditions de reprise.

Attention, par le biais de ces « réunions », les employeurs tentent de se couvrir en associant les représentants du personnel à la décision d'ouverture de l'entreprise avec tous les dangers que cela comporte pour le personnel !

Merci de nous adresser, par mail ou par téléphone au **07.56.99.89.54**, les interventions que vous faites auprès de vos employeurs ainsi que les résultats de vos demandes et mobilisations.

Vous trouverez ci-dessous et en pièce jointe, le communiqué du bureau de l'UD-FO qui donne le cadre de notre intervention auprès des représentants de l'Etat en Eure et Loir et nos revendications concernant les **mesures immédiates de protection des salariés**.

Faites circuler largement ce communiqué, par tous les moyens, **invitez les salariés à prendre contact avec l'UD FO** pour signaler toutes les situations dangereuses auxquelles ils sont confrontés, toutes les entraves aux droits du travail dont ils sont victimes.

Attention: le n°02.37.28.68.76 n'est plus activé, pour me contacter faites le **07.56.99.89.54**

Bon courage à tous

Amitiés syndicalistes,

Eric JARRY,
Secrétaire Général

Proposition de Force Ouvrière pour un « communiqué commun »

Lors de ce qui ne peut pas être qualifié d'entretien téléphonique mais de monologue, la Préfecture a répété le discours gouvernemental qui impose à la fois le confinement et l'obligation de production. Ce qui est contradictoire. C'est une mise en danger des salariés au seul bénéfice des actionnaires.

On parle de pandémie, on parle de milliers de morts et nous n'en sommes qu'au début. Nous élevons la plus vive protestation contre les conditions de cet « entretien » qui revient à nier la représentativité des organisations syndicales et obliger des millions d'ouvriers à produire dans des secteurs non prioritaires quitte à mettre leur vie et ceux de leurs proches en danger pour le seul bénéfice des actionnaires

Si la situation est à ce point sous contrôle, pourquoi n'avons-nous pas été reçus normalement en Préfecture pour exposer et défendre nos revendications ?

Nous affirmons : faute de masques, faute de gel, faute de tests

- Les travailleurs sont en danger dans les entreprises.
- Les travailleurs sont en danger dans les hôpitaux où les masques manquent, les combinaisons manquent, le personnel et les lits font défaut du fait de 30 ans de politique de réduction des dépenses de santé
- Les travailleurs sont en danger à La Poste
- Le télétravail imposé dans l'enseignement est un désastre et la Préfète n'a répondu à aucune question de nos camarades enseignants sur ce qui apparait de plus en plus clairement comme une rampe de lancement de la privatisation de l'enseignement à une échelle industrielle et donc de discrimination sociale intolérable
- Nos anciens sont en danger dans les EHPAD où près de 1000 morts viennent hier d'être avoués par ce gouvernement qui avait camouflé les chiffres
- Des millions de travailleurs pauvres ou abandonnés à domicile sans ressources, sont menacés de la faim car les circuits parallèles de distribution de nourriture sont « en panne » à cause du confinement qui s'éternise faute de masques et de dépistage.

De tout cela, il a été impossible ne serait-ce que d'en discuter précisément sur des dossiers que nos adhérents nous avaient transmis.

Pour notre part, nous ne participerons d'aucune manière à l'Union sacrée avec ce gouvernement ni avec les patrons.

La crise sanitaire ne fait qu'aggraver et rendre plus criantes les inégalités sociales, la répression comme seule réponse du gouvernement, l'abandon par les pouvoirs publics de pans entiers de la population.

Elle appelle plus que jamais la mobilisation et la grève pour faire échec à l'aggravation brutale de l'offensive anti-ouvrière du gouvernement dans tous les domaines en profitant de la crise du « COVID-19 », la dérèglementation à la hussarde du code du travail en est l'expression la plus brutale.

- Nous dénonçons les conditions de mépris total dans lesquelles s'est déroulée ce qu'on ne peut appeler une audience. Si aller travailler n'est pas dangereux, on ne voit pas pourquoi ne pas recevoir normalement les organisations syndicales à la Préfecture.
- Nous exigeons des masques, des tests, du gel pour toute la population, pour tous les salariés, chômeurs, retraités.
- Nous exigeons la mobilisation et la réquisition de tous les moyens de production à cet effet et la construction d'hôpitaux de campagne à l'instar de ce qui vient d'être fait à Londres en 10 jours, la production des millions de masques et de tests nécessaires. La production en masse des moyens de réanimation (appareils respiratoires, bouteilles d'oxygène...)
- Nous exigeons la mise à l'arrêt immédiat des entreprises non strictement indispensables à ces mesures.
- Nous dénonçons la mise sous tutelle de l'Inspection du travail et exigeons des contrôles systématiques avec des pouvoirs spéciaux renforcés en termes de mise à l'arrêt des entreprises, y compris dans les secteurs essentiels, qui ne mettraient pas en œuvre les mesures de protection ou qui feraient obstacle au droit de retrait. Si l'entreprise n'est pas dangereuse pour les ouvriers, elle ne devrait pas l'être pour les agents publics qui les contrôlent. Leur confinement « téléphonique » n'est que le paravent de leur mise sous tutelle.

Nous demandons qu'une véritable délégation de nos syndicats soit reçue en urgence par la Préfète dans les locaux de la préfecture et que des réponses précises soient apportées aux revendications précises dont nous sommes porteurs.